Nations Unies A/HRC/50/NGO/104

Assemblée générale

Distr. générale
7 juin 2022

Français seulement

Conseil des droits de l'homme
Cinquantième session
13 juin–8 juillet 2022
Point 3 de l'ordre du jour
Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Exposé écrit* présenté par Promotion du Développement Economique et Social - PDES, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[23 mai 2022]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement. Les vues qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses représentants.

Merci de recycler

Confiscation du droit à la liberté de l’expression aux camps de Tindouf au sud-est de l’Algérie

Dans le sud-ouest de l’Algérie, au niveau des camps de Tindouf, le Polisario monopolise le discours et la scène politiques, et l’on entend rarement des oppositions à son objectif premier d’’’autodétermination’’ du Sahara occidental; et les formations politiques sont catégoriquement interdites(1). Dès ses débuts, le Polisario a mené une politique répressive sans précédent sur le droit d’organisation et d’encadrement en ne permettant la création d’aucune d’organisations non gouvernementales n’adoptant pas son idéologie, laissant la voie libre à ses seules organisations parallèles ; Le Polisario impose également de sévères restrictions à la liberté d’expression alors qu’il persiste à harceler les défenseurs des droits humains, les journalistes(2), les militants(3) et les blogueurs(4), à les faire taire et à saper toute marge de liberté d’expression dans les camps.

Le Polisario impose l’état d’urgence dans les camps et leurs environs et renforce sa pression, la direction du Polisario a réitéré sa position à plusieurs reprises aux manifestants en avançant que les manifestations et les sit-in sont totalement interdits et que toutes les formes de manifestation sont inacceptables, sous peine d’arrestations arbitraires(5), torture ou campagnes d’intimidation et traitrise(6).

Pendant la pandémie de COVID-19, qui a suscité l’importance de la solidarité humaine en ce sens que divers pays se sont précipités pour apporter tout le soutien à ceux qui se trouvaient en première ligne ; dans ce temps les forces de sécurité du Polisario, ont , à l’enregistrement des quatre premiers cas d’infection dans les camps, harcelé, arrêté et maltraité des médecins, des infirmières, et même certains journalistes et blogueurs, comme l’indique le rapport du Secrétaire général des Nations Unies soumis au Conseil de sécurité en 2020, et ce après avoir mené une grève en évoquant le manque de conditions de travail appropriées et dénonçant ce qu’ils ont qualifié de spéculations politiques dont ils font l’objet de la part de la direction du Polisario loin de la réalité du secteur de la santé ; et la diffusion de fausses données pour tenter de calmer l’opinion publique dans les camps.

Le 8 août 2021, la police des camps a arrêté le blogueur Mahmoud Zidan pendant 24 heures, et l’a interrogé sur ses propos sur les réseaux sociaux dans lesquels il critiquait la gestion de l’opération de distribution de l’aide relative au virus Covid-19.

Ces violations commises par l’organisation Polisario à l’encontre de la population des camps de Tindouf, reste loin de tout contrôle du pays hôte, l’État algérien, qui porte l’entière responsabilité des violations commises sur son territoire conformément au règles du droit international ; L’État algérien ne se contente pas de fournir l’immunité à l’organisation Polisario, mais étend aussi sa politique, qui porte atteinte aux libertés fondamentales notamment le droit de s’exprimer , sur les habitants des camps .

Un cas illustrant dans ce sens, c’est celui du dirigent de Polisario Mastapha Ould Sid Albachir qui a fait polémique après ses déclarations dans l’une des villes françaises le 20 décembre de 2021, devant un groupe de partisans du Polisario, a été sommé de rentrer précipitamment en Algérie où il a été contraint par ses autorités, dans des interviews en presse, à revenir sur ses déclarations ; bafouant ainsi son droit à la liberté d’expression et démontrant une fois de plus son étroite tutelle dans les moindres détails sur les dirigeants du Polisario.

Recommandations

- Lever l’état d’urgence dans les camps et accorder aux résidents le droit de s’exprimer, loin des campagnes d’intimidation et de diffamation ;
- Faire arrêtez toutes sortes de harcèlement et de persécution contre toutes les formes d’opposition et contre les défenseurs des droits de l’homme qui ne partagent pas la même vision de l’organisation Polisario ;
- Assumer l’entière responsabilité pas le pays hôte l’Algérie envers la population des camps de Tindouf ;

- Accélérer le suivi et la poursuite judiciaires contre les responsables de l'exposition de certains détenus à la violence et à la torture en lien avec les événements récents dans les camps de Tindouf, et veiller à ce que ses auteurs soient punis.

Observatoire International pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme de Genève ''IOPDHR-GENEVA'', une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.

(1) Sur un rapport de HRW, à la suite de sa visite en 2013 dans les camps de Tindouf sur ''Les droits de l'homme dans les camps de Tindouf'': https://www.hrw.org/report/2014/10/18/radar/human-rights-tindouf-refugee-camps
(2) Les forces de sécurité du Polisario ont arrêté le journaliste Moulay Abba Bouzid, lundi 17 juin 2019, alors qu'il participait à un sit-in devant le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Rabouni.
(3) Fadal Breika, un militant de ''l'Initiative sahraouie pour le changement'' dans les camps de réfugiés sahraouis, a été arrêté le mardi 18 juin 2019 à Rabouni, les précisions dans le lien suivant : https://futurosahara.net/?p=50651
(4) Dans le cadre de la campagne d'enlèvement du Polisario contre certaines des voix connues pour leurs critiques de la corruption dans les camps de Tindouf, le blogueur Mahmoud Zidan a été enlevé le mercredi 19 juin 2019, des précisions dans le lien suivant :https://futurosahara.net/?p=50657
(5) Les fils du Maelainin Souaid ont été arrêtés arbitrairement et torturés lors du démantèlement du mouvement pacifique appelant à la liberté de mouvement le 29 avril 2019.
(6)Les militants du mouvement pacifique contre la violation de la liberté de circulation ont organisé une manifestation pacifique le mercredi 10 avril 2019, dans les camps de Samara, contre la décision du Polisario de limiter le nombre de voitures autorisées (une liste quotidienne délivrée au le Centre de transit algérien autorisant un nombre limité de voiture), pour s'adresser à l'opinion publique sahraouie en expliquant les objectifs réels de ce mouvement loin des campagnes de dénigrement et de traîtrise propagées par les dirigeants :https://www.youtube.com/watch?v=uO8InSTp9UM